

**68e Congrès de l'ACFAS (mai 2000)
Université de Montréal (Montréal)**

Les contraintes de marché et de l'État L'entreprise d'économie sociale et publique : une identité en péril ?

La nouvelle économie sociale doit composer avec un lien parfois ambigu sur le plan de ses relations avec l'État. Souvent nées d'une reconnaissance, voire d'un soutien de l'État *via* des programmes de financement assorties de conditions de fonctionnement etc., les entreprises de l'économie sociale se voient soumises à des contraintes qui menacent leur autonomie, questionnent leur raison d'être. La souveraineté de ces organisations est-elle soluble dans un cadre de proximité avancé avec l'État ?

Les organisations de l'économie sociale institutionnalisée sont, quant à elles, davantage exposées aux forces du marché. Le jeu de la concurrence domestique et internationale semble vouloir les contraindre à adopter des stratégies de développement qui s'éloignent parfois de leur identité corporative première, pouvant aller jusqu'à modifier leur code génétique. Ainsi, alors que certaines organisations continuent de trouver la réponse à ces menaces dans l'entreprise collective même, d'autres sentent la nécessité de sortir de ce mode organisationnel pour apporter une réponse adéquate face aux enjeux que pose l'économie libérale moderne. Comment expliquer de telles différences ? Comment survivre, voire croître, sans renier sa nature ? Quelles formes prennent ces réponses ? En quoi ces nouveaux modes d'organisation viennent-ils modifier l'articulation de la relation entre l'entreprise et l'utilisateur-proprétaire ? Comment entretenir le tissu associatif de l'organisation face aux pressions de l'individualisme et du consumérisme ? La raison d'être des entreprises de l'économie sociale institutionnalisée se trouve-t-elle réduite à une simple activité commerciale ?

En lien avec ce thème général, le colloque permettra également d'aborder un phénomène d'actualité, soit celui de la démutualisation. Si, au XIX^e siècle et pour une bonne partie du XX^e siècle, les mutuelles ont fait leur marque dans le secteur des assurances, au nom des impératifs de croissance et de capitalisation, plusieurs d'entre elles ont délaissé cet habit juridique ou s'appêtent à le faire. Est-ce là une condition *sine qua non* de survie de ces organisations ? Au terme de ces transformations, qui en sort gagnant et perdant ?

Aspect inédit, en collaboration avec la *Canadian Association for Studies of Co-operatives (CASC)*, l'édition de l'an 2000 du Colloque du CIRIEC-Canada aura une séance consacrée à des exposés de la situation de l'économie sociale et publique prévalant ailleurs au Canada.

Vous pouvez jusqu'au 15 décembre 1999 faire parvenir vos propositions de communication à la responsable du colloque dont les coordonnées apparaissent ci-après. Vous devez néanmoins, pour être inscrit au programme, payer votre cotisation au congrès de l'ACFAS : www.acfas.ca.congres

Responsable du Colloque :

Martine Vézina
École des HEC
3000 Chemin de la Côte Sainte-Catherine
Montréal (Québec)
CANADA
H3T 1B9
Tél: (514) 340-7156 Fax: (514) 340-5635
Courriel: martine.vezina@hec.ca

Autres membres du comité organisateur :

Jean-Pierre Girard (UQAM) : girard.jean-pierre@uqam.ca
Clément Mercier (Université de Sherbrooke) : mercierc@abacom.com
Jacques Boucher (UQAH) : jacques_boucher@uqah.quebec.ca